

**Le Centre de Gestion du DOUBS  
organise un examen professionnel d'AGENT SOCIAL de 1<sup>ère</sup> CLASSE  
au titre de l'avancement de grade  
pour les Centres de Gestion : Doubs – Jura – Haute-Saône**

**CONDITIONS INSCRIPTION :**

Ouvert aux **agents sociaux territoriaux de 2<sup>nde</sup> classe** qui, **au 31/12/09**, comptent au moins un an d'ancienneté dans le 2<sup>ème</sup> échelon et au moins 1 an de services effectifs dans ce grade.

Rappel important : les **agents sociaux qualifiés de 2<sup>ème</sup> classe** sont reclassés dans le grade d'agent social de 2<sup>ème</sup> classe à identité d'échelon et conservation de leur ancienneté dans cet échelon à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**DATES EPREUVES** : 1<sup>er</sup> avril 2009 (écrit) – oral (mai ou juin 2009)

**INSCRIPTIONS**

**1. Retrait des dossiers :**

- **Par téléchargement sur le site Internet** : [www.cdg25.org](http://www.cdg25.org) du 28/10/08 au 04/12/08. Dans ce cas, renseigner le formulaire informatique, l'imprimer et le retourner au centre de gestion du Doubs.

**Aucune demande de dossier par écrit, par fax ou par e.mail ne sera acceptée.**

**2. Dépôt des dossiers :**

- **Sur place** : au centre de gestion du Doubs, 21 rue de l'Etuve - BP 416 - 25208 MONTBELIARD CEDEX ; date limite de dépôt : 11/12/2008 à 16h30.
- **Par voie postale** : au Centre de Gestion du Doubs, 21 rue de l'Etuve - BP 416 - 25208 MONTBELIARD CEDEX ; date limite de dépôt : 11/12/2008, cachet de la poste faisant foi.

Les captures d'écran ou leur impression ne sont pas acceptées. Le candidat devra obligatoirement transmettre au Centre de Gestion le dossier de préinscription imprimé sur internet grâce au lien hypertexte « **cliquez ici pour validation de la préinscription et impression du dossier** ».

Tout dossier d'inscription adressé au Centre de Gestion du Doubs qui ne serait que photocopie d'un autre dossier d'inscription ou d'un dossier d'inscription recopié sera considéré comme non conforme et rejeté.

Filière	Médico-Sociale
Catégorie	C

Examen professionnel

Agent social

De 1<sup>ère</sup> Classe



Mise à jour : octobre 2008

## L'EMPLOI

### La fonction

Les agents sociaux territoriaux constituent un cadre d'emplois social de catégorie C au sens de l'article 5 de la loi du 26 janvier 1984 soumis aux dispositions du décret du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégories C et D et aux dispositions du décret du 30 décembre 1987 susvisé fixant les différentes échelles de rémunération pour les catégories C et D des fonctionnaires territoriaux.

Ce cadre d'emplois comprend les grades d'agent social de 2<sup>e</sup> classe, d'agent social de 1<sup>re</sup> classe, d'agent social principal de 2<sup>e</sup> classe et d'agent social principal de 1<sup>re</sup> classe, qui relèvent respectivement des échelles 3, 4, 5 et 6 de rémunération.

Les membres du cadre d'emplois peuvent occuper un emploi soit d'aide ménagère ou d'auxiliaire de vie, soit de travailleur familial.

En qualité d'aide ménagère ou d'auxiliaire de vie, ils sont chargés d'assurer des tâches et activités de la vie quotidienne auprès de familles, de personnes âgées ou de personnes handicapées, leur permettant ainsi de se maintenir dans leur milieu de vie habituel.

En qualité de travailleur familial, ils sont chargés d'assurer à domicile des activités ménagères et familiales, soit au foyer des mères de famille, qu'ils aident ou qu'ils suppléent, soit auprès de personnes âgées, infirmes ou invalides. Ils contribuent à maintenir ou à rétablir l'équilibre dans les familles où ils interviennent. Ils accomplissent les diverses tâches ménagères qu'exige la vie quotidienne et assurent la surveillance des enfants. A l'occasion de ces tâches concrètes, ils exercent une action d'ordre social, préventif et éducatif.

Les membres du cadre d'emplois peuvent également assurer des tâches similaires dans des établissements d'accueil et d'hébergement pour personnes âgées ou handicapées.

Les membres du cadre d'emplois peuvent également remplir des missions d'accueil et de renseignement du public des services sociaux. A ce titre, ils identifient les demandes et orientent les intéressés vers les services ou organisations compétents. Ils peuvent être amenés à accompagner les demandeurs dans les démarches administratives initiales à caractère social.

### La rémunération (au 01.10.2008)

Les fonctionnaires d'une collectivité territoriale perçoivent un traitement mensuel basé sur des échelles indiciaires. Le système indiciaire qui sert de base à cette rémunération est le même que celui qui est applicable aux fonctionnaires de l'Etat et subit les mêmes majorations.

Le grade **d'agent social de 2<sup>ème</sup> classe** est affecté d'une échelle indiciaire de 281 à 388 (indices bruts) et comporte 11 échelons.

- \* 1325,48 € bruts en début de carrière
- \* 1622,57 € bruts en fin de carrière

Le grade **d'agent social de 1<sup>ère</sup> classe** est affecté d'une échelle indiciaire de 287 à 409 (indices bruts) et comporte 11 échelons.

- \* 1325,48 € bruts en début de carrière
- \* 1681,99 € bruts en fin de carrière

Le grade **d'agent social principal de 2<sup>ème</sup> classe** est affecté d'une échelle indiciaire de 290 à 446 (indices bruts) et comporte 11 échelons.

- \* 1325,48 € bruts en début de carrière
- \* 1791,68 € bruts en fin de carrière

Le grade **d'agent social principal de 1<sup>ère</sup> classe** est affecté d'une échelle indiciaire de 343 à 479 (indices bruts) et comporte 7 échelons.

\* 1480,88 € bruts en début de carrière

\* 1901,38 € bruts en fin de carrière

Au traitement s'ajoute éventuellement le supplément familial.

Les fonctionnaires des collectivités territoriales sont affiliés à un régime particulier de retraite accordant les mêmes avantages que le régime des fonctionnaires de l'Etat.

### **Les conditions d'accès au grade**

En application de l'article 8 du décret 92-849 du 28/08/92 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents sociaux territoriaux, peuvent être nommés sociaux de 1<sup>ère</sup> classe, au titre de l'avancement grade, après avis de la commission administrative paritaire, et après réussite à un examen professionnel :

- les agents sociaux de 2<sup>ème</sup> classe ayant atteint le 4<sup>ème</sup> échelon et comptant au moins trois ans de services effectifs dans ce grade.

*Par dérogation aux dispositions de l'article 8, peuvent être promus au grade d'agent social territorial de 1<sup>ère</sup> classe, **pendant une durée de 3 ans à compter de la date d'entrée en vigueur dudit décret**, après une sélection par la voie d'un examen professionnel, les agents sociaux de 2<sup>ème</sup> classe ayant atteint le 3<sup>ème</sup> échelon et comptant 2 ans de services effectifs dans leur grade.*

### **LES CONDITIONS D'ACCES A L'EXAMEN**

« Sauf disposition contraire dans le statut particulier, les candidats peuvent subir les épreuves d'un examen professionnel au plus tôt un an avant la date à laquelle ils doivent remplir les conditions d'inscription au tableau d'avancement ou sur une liste d'aptitude au grade d'accueil ou au cadre d'emplois d'accueil fixées par le statut particulier» 2<sup>ème</sup> alinéa - Art. 13 du décret n° 85.1229 du 20.11.1985 modifié relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique territoriale ».

### **LES EPREUVES DE L'EXAMEN**

1/ Une épreuve écrite à caractère professionnel portant sur les missions incombant aux membres du cadre d'emplois.

Cette épreuve consiste, à partir de documents succincts remis au candidat, en trois à cinq questions appelant des réponses brèves ou sous forme de tableaux, et destinées à vérifier les capacités de compréhension du candidat et son aptitude à retranscrire les idées principales des documents (durée : une heure trente ; coefficient 2).

Cette épreuve écrite est anonyme et fait l'objet d'une double correction.

Sont autorisés à se présenter à l'épreuve orale les candidats ayant obtenu une note égale ou supérieure à 5 sur 20 à l'épreuve écrite.

2/ Un entretien destiné à permettre d'apprécier l'expérience professionnelle du candidat, sa motivation et son aptitude à exercer les missions qui lui seront confiées.

Cet entretien débute par une présentation par le candidat de son expérience professionnelle sur la base d'un document retraçant son parcours professionnel, suivi d'une conversation.

Ce document, établi conformément au modèle fixé par arrêté du ministre chargé des collectivités locales, est fourni par le candidat au moment de l'inscription et remis au jury préalablement à cette épreuve (durée : quinze minutes, dont cinq minutes au plus d'exposé ; coefficient 3).

Il est attribué à chaque épreuve une note de 0 à 20. Chaque note est multipliée par le coefficient correspondant.

Un candidat ne peut être déclaré admis si la moyenne de ses notes est inférieure à 10 sur 20.

A l'issue des épreuves, le jury arrête, par ordre alphabétique, la liste des candidats admis à l'examen.

### **LES MEMBRES JURY**

Le jury comprend au moins :

- a) un fonctionnaire territorial de catégorie A et un fonctionnaire du cadre d'emplois ou de la catégorie correspondant désigné dans les conditions prévues à l'article 14 du décret du 20.11.85 ;
- b) deux personnalités qualifiées ;
- c) deux élus locaux.

Les membres du jury sont choisis, à l'exception des membres mentionnés à l'article 42 de la loi du 26.01.1984, sur une liste établie chaque année ou mise à jour en tant que de besoin par le président du tribunal administratif, au vue des propositions du ou des présidents des centres de gestion relevant du ressort de ce tribunal.

L'arrêté nommant les membres du jury, désigne parmi ceux-ci, son président ainsi que le remplaçant de ce dernier pour le cas où il serait dans l'impossibilité d'accomplir sa mission.

Le jury peut, compte tenu notamment du nombre des candidats, se constituer en groupes d'examineurs en vue de la correction des épreuves.